

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies

Séance du 30 mars 1995

PRESENTS:

Mme A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, président.

Section française:

M. JACOBS, vice-président,  
MM. BERTOUILLE, MOORAT et LURQUIN, membres effectifs.

Section néerlandaise:

M. CROISIAU, vice-président,  
M. VAN EECKAUTE, membre effectif,  
Mme CLAES et M. VAN BUYTEN, membres suppléants.

Secrétaires:

M. BUSINE, directeur d'administration,  
M. VAN SANTEN, directeur d'administration, adjoint bilingue.

\*

\*

\*

27.046A/I/PN

JMB/RC

Par lettre du 16 mars 1995, la ministre du Commerce extérieur a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal répartissant les grades des agents de l'Office belge du Commerce extérieur (O.B.C.E.), qui constituent un même degré de la hiérarchie.

Sur la base des articles 60, § 1 et 61, § 2 et 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en sa séance du 30 mars 1995 et a émis, à l'unanimité, l'avis suivant.

\*

\*

\*

Le ministre propose de remplacer les degrés existants de la manière suivante:

- 1er degré: les grades répartis dans les rangs 16 et 15;
- 2e degré: les grades répartis dans les rangs 14 et 13;
- 3e degré: les grades répartis dans les rangs 12, 11 et 10;
- 4e degré: les grades répartis dans les rangs 29, 28, 27 et 26;
- 5e degré: les grades répartis dans les rangs 22 et 20;
- 6e degré: les grades répartis dans le rang 30;
- 7e degré: les grades répartis dans les rangs 40 et 42.

Ce projet a été soumis à l'avis des organisations syndicales.

L'arrêté royal n° I du 14 septembre 1994 déterminant en vue de l'application de l'article 43 des L.L.C., les grades des agents soumis au statut des agents de l'Etat, qui constituent un même degré de la hiérarchie, ne s'applique pas à l'O.B.C.E.

En effet, l'Office n'est pas soumis à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public ni en conséquence au statut des agents de l'Etat mais bien à l'arrêté du Régent du 15 mai 1949 fixant le statut du personnel de l'O.B.C.E.

Selon le Conseil d'Etat et selon la C.P.C.L. (cfr. avis n° 3.587 émis le 15 février 1973), un arrêté royal propre doit donc être pris concernant les degrés, sur base duquel un arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'O.B.C.E. pourra être pris.

Le projet d'arrêté royal soumis comporte 7 degrés et s'inspire de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n° I qui détermine les grades des agents soumis au statut des agents de l'Etat du 14 septembre 1994.

La C.P.C.L. émet un avis favorable à ce projet.

Le projet étant basé sur un projet d'arrêté royal relatif au classement hiérarchique des grades, la C.P.C.L. émet l'avis que le projet d'arrêté royal fixant les degrés de la hiérarchie devra lui être soumis à nouveau si le projet relatif au classement hiérarchique des grades devait être modifié.

Le présent avis est envoyé au ministre du Commerce extérieur qui, conformément à l'article 61, § 3, 2<sup>ème</sup> alinéa, des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qui lui sera réservée.

Fait à Bruxelles, le 30 mars 1995.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS.